

Du cacao d'Ebolowa au savoir Belge

Keka Wongan est le vecteur entre producteurs de cacao camerounais et chocolatiers belges, c'est une belle histoire qui commence... Le projet Keka Wongan a donné une certaine visibilité à la ville d'Ebolowa au Cameroun, ce qui lui a permis de renforcer sa notoriété internationale et de nouer des relations avec son homologue Européen : Bruges, la capitale Européenne du chocolat.

La ville de Bruges en Belgique est nouvellement jumelée avec la ville d'Ebolowa au Cameroun. Cette coopération entre les deux collectivités est née de l'implication de la ville d'Ebolowa dans le projet Keka Wongan, projet porté par deux établissements agricoles : Le CRA d'Ebolowa et le Lycée Nantes Terre Atlantique et le réseau internationale « Faire trade Town ».

Dans le cadre du réseau Cameroun de l'enseignement agricole français, des projets de coopération sont développés dans l'objectif de concrétiser les [4 engagements de l'enseignement agricole pour l'Afrique.](#)

Les acteurs de ce partenariat novateur ont souhaité inviter le réseau français à travailler sur un projet de construction de filière équitable avec les professionnels du chocolat de la ville de Bruges et les producteurs de cacao de la ville d'Ebolowa. Les représentants du réseau se sont donc rendu à Bruges pour voir comment le projet [Keka Wongan](#) pouvait accompagner la démarche des deux collectivités.

Une volonté de circuit court et de filière équitable et

durable



Certains chocolatiers réalisent le « bean to bar »*. Ils partent de la fève de cacao brute pour arriver au chocolat. C'est dans ce cadre que nous avons proposé la possibilité de créer des liens direct entre producteurs de cacao et chocolatiers afin d'avoir une filière ultra courte. De plus, cette relation bilatérale permettrait de travailler un label ou une charte propre à chaque partenariat garantissant le respect des principes du commerce équitable. Nous avons convenu d'inviter les chocolatiers volontaires au Cameroun afin de travailler in situ avec les partenaires camerounais.

Qu'est-ce que le « Bean to bar » ?

Le [Bean-to-bar](#) * littéralement traduit par de la « fève à tablette » regroupe en association l'ensemble des artisans chocolatiers-torréfacteurs qui produisent en petite quantité, voir en série limitée, des tablettes à haute qualité.

Le label « Made in Ebolowa » et la rencontre OXFAM



Dans la continuité du travail avec la ville et les chocolatiers nous sommes allé à la rencontre d'OXFAM Belgique qui est une filiale d'OXFAM international afin de discuter sur la labelisation « Made in Ebolowa », un label co-construit avec les producteurs de cacao, la collectivité d'Ebolowa et les deux établissements agricoles jumelés : le CRA d'Ebolowa et le lycée Nantes Terre Atlantique. OXFAM promeut le commerce équitable et solidaire dans le monde. Elle accompagne également des projets de développement au Sud. Cette rencontre avait pour objet la découverte de l'organisation et des différents labels et modalités autour du commerce équitable propre à Oxfam Belgique. Nous avons également visité la boutique Oxfam Bruges. L'objectif dans le cadre du partenariat est d'essayer de construire un label répondant aux critères du commerce équitable en mettant en place une filière expérimentale pour permettre aux producteurs et aux chocolatiers de bénéficier du circuit de distribution OXFAM. Le label « made in Ebolowa » est un premier pas vers la construction de ce label.

Formation des chocolatiers



le réseau français a découvert une école qui forme les apprenants aux métiers de l'hôtellerie, de la restauration, de la boulangerie/pâtisserie et de la chocolaterie. Les élèves commencent à l'âge de 12 ans et terminent à 19 ans. La formation s'opère sur des équipements professionnels en quantité et en qualité afin de rendre les apprenants directement employable à la sortie de leur formation.

Nous avons pu faire déguster le chocolat Keka Wongan aux enseignants qui nous ont donné des conseils sur la fabrication.

Idée de tandem Franco-Belge vers une expérience camerounaise

De plus chaque année, les meilleurs éléments de l'école de chocolaterie sont accompagnés en mobilité dans les pays producteurs de cacao pour aller au plus près des cacaoculteurs. Le réseau Cameroun a proposé aux équipes pédagogiques de l'école belge d'être facilitateur afin de réaliser une mission au Cameroun pour des apprenants. Ces mobilités pourraient être conjointes avec des apprenants de l'enseignement agricole français.

Présentation de l'enseignement agricole et la place de coopération internationale



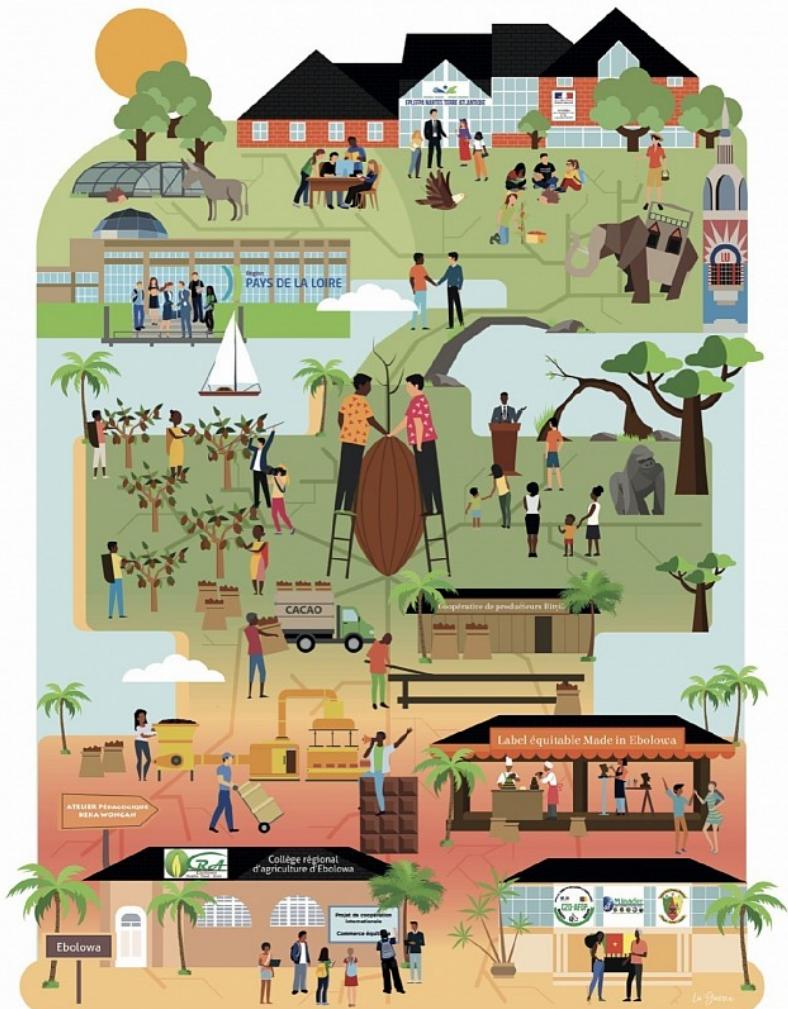
Cette mission a été clôturé par la présentation, à la mairie de Bruges et ses invités professionnels chocolatiers, des missions de l'enseignement agricole français et la mise en oeuvre de la coopération dans le cadre du projet Keka Wongan, son historique et les effets bénéfiques de la coopération sur l'ensemble des acteurs.

De nombreux échanges ont permis de répondre aux questions des chocolatiers et les animateurs du réseau ont proposé d'accueillir les partenaires belges au Cameroun et en France dans le cadre du développement d'une filière équitable entre les producteurs d'Ebolowa et les chocolatiers.

De belles pistes de

KEKA WONGAN

Notre cacao Made in Ebolowa - Cameroun



Les séances de travail à Bruges ont permis de dégager plusieurs pistes de travail pour les mois à venir, soit organiser un séminaire multi-acteurs à Yaoundé dans l'objectif de développer les coopérations entre le Cameroun et la France, l'accompagnement des collectivités d'Ebolowa et de Bruges pour la construction d'une filière équitable à travers la construction d'un atelier municipal de transformation du cacao.

Plus largement, un projet d'appel d'offre Européen collectif est envisagé avec la Belgique vers le Cameroun dans le cadre du programme « partenariat de coopération » d'Erasmus+. L'implication des jeunes peut se concrétiser par l'accueil de service civique international en vue d'accueillir des

étudiants camerounais.

Un projet d'une tel envergure demande de réfléchir au soutien financier à solliciter, au niveau institutionnel afin de développer l'ensemble de ces axes de travail. L'important est de continuer à partager l'expérience Keka Wongan et à mutualiser les compétences acquises auprès des réseaux Afrique de l'Ouest de l'enseignement agricole avec les pays partenaires, notamment le Sénégal et le Nigéria.

Keka Wongan est aujourd'hui un projet « locomotive » qui rayonne bien au delà de l'enseignement agricole et même des frontières françaises. Il permet aujourd'hui de fédérer différents acteurs de plusieurs pays dans le cadre de projet de développement.

Contacts :

Florent DIONIZY, animateur du réseau Cameroun-Nigeria de l'enseignement agricole, florent.dionizy@educagri.fr

Rachid BENLAFQUIH, Chargé de mission Afrique / Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale / Expertise internationale au BRECI-DGER,
rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

Amérique latine – Pari sur

l'enseignement agricole

Mettre en œuvre un baccalauréat technologique pour former des jeunes capables de participer à un développement territorial basé sur l'agroécologie, fédérer des jeunes autour de projets territoriaux ruraux, construire des programmes de formation répondant aux besoins des territoires, travailler sur un référentiel de formation au bénéfice de petits producteurs de cacao pour leur permettre de peser sur les politiques publiques locales et régionales...

Un financement pour des projets innovants

Une diversité de projets fédérés et accompagnés par le projet Fond de Solidarité pour les Projets Innovants (FSPI) « **Appui à la jeunesse sud-américaine pour un développement durable et inclusif, un engagement citoyen ainsi que l'amélioration des dispositifs de formation en milieu rural** ». Financé par le MEAE et fruit d'un partenariat entre le MAA et Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF), il a été mis en œuvre par FranceAgriMer (FAM) et AVSF depuis février 2020.

Ce FSPI se fixe pour objectif de contribuer au développement de territoires andins (Equateur, Bolivie, Pérou, Colombie) et du Paraguay via la participation de jeunes, leaders de leurs territoires respectifs, agissant de manière significative dans la résolution de problématiques rurales.

Il vise également à appuyer la structuration de réseaux d'acteurs d'horizons diversifiés afin de proposer ou consolider une offre de formations techniques agricoles permettant aux jeunes des zones rurales de prétendre à de meilleures perspectives d'insertion sociale et professionnelle.

Des formations à l'écoute des territoires

L'accompagnement des partenaires latino-américains (centres publics et privés) vise à améliorer leur offre de formation technique et professionnelle en prenant en compte les besoins des leurs territoires d'une part et d'autre part à encourager les acteurs nationaux et locaux dans le but de faciliter et accroître l'accès à la formation des jeunes ruraux.

Partage d'expériences

Après 18 mois d'un travail intense en distanciel, une cinquantaine de personnes originaires de Bolivie, Colombie, Pérou, Equateur et Paraguay se sont retrouvées au Paraguay du 22 au 28 Octobre 2021 pour partager leurs expériences dans la formation des jeunes en secteur rural, mais également leurs axes de travail communs.

4 représentants du MAA étaient également présents pour conforter l'engagement du ministère et de ses opérateurs dans le projet (directions régionales, réseaux thématiques et géographiques, établissements), témoigner de l'expérience de l'enseignement agricole et valoriser le dispositif, partager certaines préoccupations communes (le renouvellement des générations dans le secteur agricole et para-agricole, la pertinence des diplômes pour répondre aux besoins des territoires, l'enseignement agricole technique comme un dispositif permettant aux jeunes de bâtir un projet de vie professionnelle et personnelle de qualité en secteur rural...) et envisager une suite aux collaborations mises en place et une dynamiques au réseau régionale d'échange lancé par le projet.

La séance inaugurale s'est tenue le 22 Octobre 2021 à Edelira (Département de Itapua), en présence de l'Ambassadeur de France au Paraguay, Emmanuel COCHER. Lors de sa prise de parole, l'Ambassadeur de France a rappelé les nombreux défis du secteur agricole paraguayen, l'expérience de la France dans la mise en place d'une politique agricole, l'attention portée

à la formation des jeunes ruraux qui résonne avec des préoccupations politiques de plus vaste ampleur telles que l'accès au foncier.

Les participants ont pu découvrir l'enseignement agricole au Paraguay grâce aux visites dans les établissements de Bellavista. Des rencontres et visites avec des professionnels agricoles ont été aussi organisées : la coopérative Oñoiru qui produit, transforme et commercialise du matériel biologique et Alfonso Maidana, producteur de semences.

L'enseignement agricole dans l'hémicycle



L'ensemble des participants réunit dans l'Hémicycle du Sénat à Asunción (Paraguay)

Le mardi 26 Octobre s'est tenu dans l'hémicycle du parlement paraguayen une séquence d'échanges institutionnels en présence de la vice-ministre de l'agriculture Mme Bettina Rosmary Aguilera et de Emmanuel COCHER, Ambassadeur de France. Mme Aguilera a rappelé l'importance de l'agriculture familiale au Paraguay, l'importance stratégique d'un enseignement agricole qui réponde aux enjeux du pays et a annoncé la publication en Décembre 2021 d'un projet de modernisation de l'enseignement agricole.

Le représentant du ministère en chargé de l'agriculture français a rappelé la singularité du dispositif français (l'ensemble de l'enseignement technique et supérieur, ainsi que le principal organisme de recherche agronomique et environnementale, l'INRAE, sont sous la tutelle du MAA), son

originalité (missions de formation mais aussi d'animation et développement des territoires ou encore d'expérimentation et de recherche), et l'ouverture à l'internationale. La mission de coopération internationale est en effet une des missions de l'enseignement agricole, ce qui donne une base solide aux établissements qui souhaitent mettre en places des échanges d'apprenants et de projets de coopération avec des partenaires étrangers.

Des grands défis à relever

Les témoignages des différents acteurs ont mis en lumière des préoccupations et défis partagés parmi lesquels : l'inégalité d'accès à la formation en milieu rural, la quasi absence d'opportunités pour les jeunes en secteur rural, l'insécurité alimentaire, la fragilité des politiques publiques dédiées au secteur rural et à la formation technique, une offre de formation qui ne répond pas aux besoins du secteur rural, et qui souffre de ne pas être en adéquation avec les réalités professionnelles, le nécessaire passage de l'évaluation de connaissances à l'évaluation de compétences.

Des enjeux communs pour l'avenir

Le séminaire a été enfin l'occasion d'identifier des thématiques de travail atour des enjeux communs pour poursuivre les liens créés grâce au FSPI et la dynamique d'échange régionale, parmi lesquelles la pérennisation des activités des structures de formation (financement, qualité des infrastructures...), l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins des territoires (emplois/compétences), la formation des enseignants, la place de la transition agro écologique dans les formations, l'implication du secteur professionnel dans la formation des jeunes, l'accès au foncier agricole ou encore les perspectives de mobilités croisées (apprenants, enseignants, décideurs...).

Autant des perspectives de travail qui pourront se concrétiser à partir de 2022 !

Dans le pays, environ 33 000 élèves suivent une formation agricole (70% de garçons, 30 % de filles) dans 140 établissements. La FECAPP (Federacion de Escuelas y Centros de Capacitacion Agricola Privados del Paraguay), principal réseau de formation professionnelle agricole, accueille quant à elle 1430 jeunes (2021) dans 19 centres de formation, et propose 4 cursus de formation.

Contact : Charles Gendron : charles.gendron@agriculture.gouv.fr, Gerardo Ruiz : gerardo.ruiz@agriculture.gouv.fr

légende de la photo de tête d'article : de gauche à droite – Sandrine Belvez, Directrice du CFA/CFPPA de l'EPL de Figeac, Charles Gendron, coordonnateur du projet FSPI (CGAAER), Gerardo RUIZ, Adjoint au Chef du BRECI, Marie-Catherine Arbellot de Vacqueur, cheffe par intérim du SRFD Bourgogne Franche-Comté, Emmanuel Cocher, Ambassadeur de France au Paraguay.

Vertus des mobilités africaines #2 : témoignage de Cédric aujourd’hui étudiant ingénieur

Portrait de Cédric Ella Bolo, né à Monatélé (Cameroun), aujourd’hui en fin de formation ingénieur SAADS à l’institut agro (Montpellier).



D'Octobre 2016 à Septembre 2018, Cédric est recruté par le Collège Régional d'Agriculture (CRA) d'Ebolowa au Cameroun. Il est le responsable du tout nouvel atelier pédagogique de transformation du cacao. Première expérience d'un projet de coopération internationale et entrée dans l'agroalimentaire. Il anime l'unité pilote de transformation du cacao et la formation des producteurs et des jeunes en formation initiale dans le cadre du projet « keka wongan ». De la conduite durable d'une plantation à la barre de chocolat, il découvre les différents métiers de l'agroalimentaire et s'intéresse au potentiel de valorisation de l'ensemble des produits agricoles tropicaux.

Présentation du projet Keka Wongan :

Le succès de cette immersion le pousse à réaliser, plus tard, avec l'appui de son supérieur hiérarchique, un projet de mobilité vers la France. Ce projet sera réalisé grâce au Programme de Bourse d'Excellence Eiffel du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères dont il est Lauréat en Septembre 2018 et qui couvre l'ensemble de ses 3 années d'études d'ingénieur.

De septembre 2018 et jusqu'en décembre 2021, il intègre donc Montpellier SupAgro (école interne de l'Institut Agro depuis Janvier 2020). Formation d'ingénieur en systèmes agricoles et agroalimentaires durables du sud. Spécialisation IDÉAL – Innover, Développer et entreprendre dans l'Agroalimentaire en régions méditerranéennes et tropicales



Pour Cédric, l'intérêt de cette formation est l'opportunité qu'elle offre en termes de valorisation des matières premières agricoles disponibles et sujettes à des pertes

dans les pays tropicaux et zones méditerranéennes. Selon ses propres termes, elle lui a permis de développer des compétences générales dans le secteur agroalimentaire telle que la conception et la gestion d'une unité de production, l'élaboration et l'optimisation des procédés de transformation, l'innovation, la recherche-développement pour la création de nouveaux produits et l'amélioration des recettes pour répondre aux exigences légales et/ou aux besoins du consommateur. En plus de ces compétences, on retrouve également l'amélioration continue par la démarche qualité et la prise en compte des normes de sécurité sanitaires des aliments. Ces compétences s'articulent autour de trois axes/thématiques « Produits-Procédés-Entreprise » qui permettent ainsi d'avoir une vision globale des métiers et des champs des possibles du secteur agroalimentaire dans les pays du sud (tropicaux et méditerranéens).

Cette formation nécessite la réalisation de nouvelles mobilités : entre juin et août 2019, Cédric est en stage ouvrier à **Kraggenburg, aux Pays-Bas**, à la ferme certifiée « Agriculture Biologique » DE ZEEBODEM HOEVE. Découverte d'une ferme d'élevage et de cultures maraîchères biologiques. Conduite d'un système de production intensif (44 000 poules /

bande) de poules biologiques en plein air et suivi des activités de production de cultures maraîchères en agriculture biologique.

Et ce n'est pas fini, Fin Mars 2021, pour 6 mois, stage à Pointe-Noire, République du Congo. Stage de fin de formation en supply chain dans une entreprise exerçant dans un pays tropical.

Actuellement en fin de formation, les activités de Cédric s'articulent autour d'un projet d'études tutoré pour une entreprise commanditaire et un stage en milieu socioprofessionnel. « Pour la première activité, nous avons réalisé la création d'un nouveau produit pour une entreprise qui ambitionne de valoriser une matière première agricole disponible et sous exploitée dans son environnement en Guadeloupe. Et pour notre stage de fin de formation, nous travaillons sur des problématiques de Local Sourcing à la Direction Supply Chain pour une entreprise basée au Congo-Brazzaville où je suis en ce moment précis. ».

Et demain ? A l'issue de sa formation, devenu ingénieur, Cédric veut orienter sa recherche d'emploi vers les pays de l'Afrique subsaharienne. Idéalement comme ingénieur ou responsable recherche- innovation et qualité en industrie agroalimentaire.

Fort de ses compétences acquises et pouvant compter sur l'accompagnement du réseau des anciens étudiants de Montpellier SupAgro, on imagine mal Cédric rester longtemps sur le bord du chemin !

Contacts :

regis.dupuy@educagri.fr, florent.dionizy@educagri.fr

Rachid BENLAFQUIH, Chargé de mission Afrique / Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale / Expertise internationale au BRECI-DGER,
rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

Ramatou, consultante en cacaoculture après un service civique au lycée agricole de Fayl-Billot

Ma mission de service civique au LPA de Fayl-Billot

Alors étudiante à l'INFPA, plus précisément à l'École Régionale d'Agriculture de Bingerville, j'ai effectué de novembre 2018 à juin 2019 une mission de service civique au LPA de Fayl-Billot. Cette mission, intitulée « Maraîchage biologique et horticulture », consistait en particulier à mettre en place plusieurs cultures maraîchères et à utiliser des engins agricoles.

Ce que m'a apporté cette mission de service civique

Le service civique m'a permis de vivre une nouvelle expérience, de gagner en confiance, en compétence. Il m'a permis d'échanger, d'apprendre des valeurs des autres, d'avoir une ouverture sur le monde extérieur et de mieux réfléchir sur mon propre avenir.

Pour en savoir plus, vous pouvez visionner mon témoignage lors

des rencontres des réseaux Afrique de l'Ouest au LEGTA Le Chesnoy :

Mon emploi en Côte d'Ivoire



Désormais, je suis consultante agricole, coach de durabilité COMDEV (Développement Communautaire). Il s'agit d'un contrat de prestation de service avec la société SACO (Société Africaine de Cacao).

Mon travail se base sur des enquêtes, sur le droit de l'homme, le travail des enfants dans le domaine du cacao... Je travaille avec des coopératives agricoles, des producteurs et manœuvres dans les champs, après avoir pris un rendez-vous avec eux.

C'est un contrat de 11 mois renouvelable, je vais continuer jusqu'à avoir les moyens de m'installer à mon propre compte.

Contacts :

vanessa.forsans@educagri.fr

Rachid BENLAFQUIH, Chargé de mission Afrique / Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale / Expertise internationale au BRECI-DGER,
rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr